

FR

FR

FR

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPÉEN

DIXIÈME ANNIVERSAIRE DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN:

un programme de travail pour relever les défis des cinq prochaines années

1. INTRODUCTION: UN ENGAGEMENT PLEIN ET ENTIER DE L'UE EN FAVEUR DU PARTENARIAT EURO-MEDITERRANEEN

La réunion des ministres euro-méditerranéens des affaires étrangères qui s'est déroulée les 27 et 28 novembre 1995 à Barcelone a marqué un tournant dans les relations entre l'Union européenne et ses voisins des rives méridionales et orientales de la Méditerranée. Elle a en effet engagé un partenariat à la fois complet, par son champ d'application aussi bien géographique que sectoriel, et prospectif, par ses ambitions politiques, économiques et sociales.

Le processus de Barcelone a mis en place un **partenariat** solide, qui repose sur l'**appropriation**, le dialogue et la coopération. Il a fonctionné avec succès en créant des liens politiques et institutionnels à long terme entre l'Europe et les partenaires méditerranéens et en engageant les partenaires méditerranéens sur la voie de réformes. Avant tout, ce partenariat est guidé par une volonté politique commune de construire un espace de dialogue, de paix, de sécurité et de prospérité partagée. Pour l'UE, il a aussi renforcé des liens qui sont étroits et puissants, sur le plan historique et stratégique, avec les partenaires méditerranéens.

Aujourd'hui, dans un contexte de mondialisation croissante, l'UE reste le principal partenaire commercial des pays méditerranéens pour les marchandises comme pour les services. Plus de 50 % des échanges de la région s'effectuent avec l'UE, qui constitue même, pour certains pays, la destination de plus de 70 % de leurs exportations. L'Europe est le premier investisseur direct étranger dans la région (36 % de l'investissement étranger direct total) et l'UE la première source d'assistance et de moyens de financement, puisqu'elle accorde chaque année près de 3 milliards d'euros en prêts et en aides non remboursables. L'UE est aussi, pour la région méditerranéenne, la première source de tourisme et la première destination des migrants.

Des accords d'association sont désormais en place entre l'UE et les partenaires méditerranéens¹, mais le processus de création d'un véritable marché régional continue d'être freiné, notamment par la lenteur de l'intégration des pays méditerranéens entre eux. La fragmentation persistante des marchés du sud de la Méditerranée entrave les investissements importants tant nationaux qu'étrangers. Les échanges intrarégionaux dans le sud de la Méditerranée, inférieurs à 15 % du total,

¹ Des accords sont actuellement en vigueur avec le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie, Israël, l'Autorité palestinienne, le Liban. L'accord signé avec l'Algérie n'est pas encore ratifié et l'accord conclu avec la Syrie a été paraphé.

sont les plus faibles du monde pour une région de cette taille. Aussi, même si l'UE est le principal partenaire de la région, le partenariat n'a pas encore donné tout son potentiel.

La dimension régionale du partenariat s'est aussi considérablement renforcée grâce à la FEMIP (facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat, dans le cadre de la Banque européenne d'investissement), mise en place en 2003, à l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne, instaurée en 2004, à la Fondation Anna Lindh de dialogue entre les cultures, créée en 2005 à Alexandrie pour faire suite à la décision prise par les ministres en 2004, et à l'accord d'Agadir², signé en 2004.

La conférence du dixième anniversaire de la déclaration de Barcelone nous offre l'occasion de dresser le bilan des réalisations accomplies à ce jour, de recenser les obstacles qui empêchent certains progrès et d'étudier l'approche que nous pourrions suivre pour aborder de nouveau quelques-unes des questions les plus difficiles afin d'atteindre nos objectifs communs.

Ce sera aussi l'occasion d'examiner en quoi la politique européenne de voisinage (PEV), au moyen des plans d'action convenus avec les pays partenaires, et le processus de Barcelone peuvent influencer sur la qualité des relations euro-méditerranéennes. L'un des principaux objectifs de la PEV est de soutenir et de promouvoir les réformes internes. Aussi les plans d'action bilatéraux fixent-ils un programme ambitieux de rapprochement des réglementations. De cette manière, la PEV et le processus de Barcelone se compléteront et se renforceront mutuellement.

La politique européenne de voisinage offre aux pays partenaires la possibilité de prendre part au marché intérieur de l'UE et la chance de participer à ses programmes et à ses politiques (pour autant que les priorités fixées, sur la base de valeurs et d'objectifs de politique communs, aient été respectées). Elle permet en outre de renforcer la coopération entre les pays dans le cadre du processus de Barcelone et de promouvoir la coopération régionale et sous-régionale. L'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) apportera un soutien financier à la coopération transfrontalière et transnationale, qui viendra s'ajouter à la coopération bilatérale et régionale actuelle.

Si la déclaration de Barcelone et son principe général demeurent valables, il n'y a pas lieu pour autant de s'arrêter en si bon chemin. Les rapports du PNUD sur le développement dans les pays arabes, les déclarations de Sanaa et d'Alexandrie, et le sommet de la Ligue arabe de 2004 à Tunis ont tous souligné la nécessité de progresser dans les domaines de la réforme politique et économique, des droits des femmes et de l'éducation, si la région ne veut pas être à la traîne. Les avancées pour atteindre certains des objectifs définis dans la déclaration de Barcelone ont été lentes, pour diverses raisons: l'impression qu'ont parfois donnée les partenaires de ne pas s'engager pleinement dans la mise en œuvre des principes auxquels ils ont souscrit, mais aussi les difficultés dues à la persistance de conflits dans la région, et la recherche d'un consensus qui, de temps à autre, a freiné les pays désireux de progresser plus rapidement. Par ailleurs, des éléments nouveaux, tels que

² L'accord d'Agadir, qui vise à créer une zone de libre-échange Sud-Sud, a été conclu entre le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie.

l'accélération de la mondialisation et l'interdépendance politique et économique croissante entre les pays, exigent un nouvel examen conjoint du partenariat. En matière économique, un certain manque de fermeté dans la poursuite des réformes et dans la gestion des problèmes posés par la libéralisation de l'économie et du commerce ont empêché que le niveau de richesses résultant de l'intégration économique puisse faire un bond quantitatif. Il est nécessaire de redoubler d'efforts pour réduire l'écart de développement entre le Nord et le Sud. L'annexe à la présente communication contient une analyse détaillée des réussites et des échecs du processus de Barcelone, depuis ses débuts en 1995, au regard des trois chapitres (politique, économique et social) du partenariat. Il convient de souligner que la communication se concentre sur des propositions visant à renforcer et à approfondir le partenariat à l'avenir. Cette liste de propositions n'est pas exhaustive et entend compléter les divers programmes et initiatives en cours.

En 2005, les ministres des affaires étrangères du partenariat se réuniront à Luxembourg, les 30 et 31 mai («Barcelone VII»), ainsi qu'à Barcelone, à la fin novembre, dans le cadre d'une conférence extraordinaire. La présente communication vise à préparer ces deux rencontres. Elle comporte des propositions en vue d'avancer concrètement dans certains domaines capitaux pour l'avenir de la région et pour les relations de l'UE avec ses partenaires méditerranéens. Une fois approuvées, ces initiatives permettront de relever, au cours des cinq prochaines années, certains défis spécifiques auxquels nos partenaires seront confrontés à court et moyen terme:

(1) Droits de l'homme et démocratie

Il s'agit de faire avancer les réformes politiques en faveur des droits de l'homme, de la démocratie et de la paix et de la sécurité, et d'engager le processus visant à renforcer la gouvernance et la démocratie participative par une démarche plus dynamique.

(2) Croissance et réforme économiques durables

Les partenaires euro-méditerranéens doivent moderniser leur économie pour pouvoir tirer parti des possibilités qu'offrent la mondialisation et le libre-échange avec l'Europe. Conjugué à l'intégration régionale Sud-Sud, un des objectifs clés des années à venir consistera à approfondir l'intégration économique entre l'UE et les pays méditerranéens. Sa réalisation passera par la libéralisation des échanges et des services, l'augmentation de l'investissement et la convergence des réglementations. De plus, pour assurer un environnement macroéconomique sain, il sera essentiel de poursuivre les réformes structurelles visant à lever les obstacles à la croissance, à l'investissement et à la création d'emplois. Les avantages économiques qu'en tirera la région, en termes d'emploi et de croissance, aideront les pays méditerranéens à créer chaque année les 5 millions d'emplois dont ils ont besoin pour offrir de meilleures perspectives économiques aux nouveaux venus sur leur marché du travail, tout en poursuivant l'objectif d'un développement durable.

(3) Éducation

Il est indispensable, pour le développement social et humain des partenaires méditerranéens, de rehausser la qualité de l'enseignement et d'assurer

l'éducation pour tous. Un tiers de leur population est âgée de moins de 15 ans. Les politiques éducatives, ainsi que l'acquisition et la diffusion des connaissances représentent, pour la région, les facteurs essentiels d'un développement humain durable et ouvert sur l'avenir.

Le débat ne devant toutefois pas se limiter à ces questions, la présente communication propose des initiatives dans des domaines comme les réformes sociales, les migrations, les armes de destruction massive et la lutte contre le terrorisme, qui ont aussi pour but de s'attaquer aux défis à relever au cours des cinq prochaines années.

Ce programme de travail devra être défini par l'intermédiaire du cadre institutionnel du processus de Barcelone et de la politique de voisinage, et en particulier de son principal instrument, les plans d'action nationaux. Le point 3 de la présente communication en résume la chronologie. Un étoffement substantiel des ressources financières s'imposera dans le cadre des perspectives 2007-2013 et la Commission a déjà formulé des propositions pour le nouvel instrument européen de voisinage et de partenariat.

Des réunions ministérielles successives ont insisté sur la nécessité de donner **davantage de visibilité** au partenariat, tant à l'intérieur de l'UE que dans les pays partenaires. Ce dixième anniversaire et la consécration de 2005 comme «l'année de la Méditerranée» offrent une précieuse occasion de le faire, par une stratégie soutenue d'activités et de manifestations visant à sensibiliser l'opinion publique.

Une visibilité accrue suppose l'adoption, d'un commun accord, d'un certain nombre de messages clairs et cohérents, qui devront être adressés à l'opinion publique par les moyens de communication et de diffusion les plus efficaces, dans lesquels les médias occupent une place essentielle.

La Commission a déjà présenté aux pays partenaires une liste précise de mesures d'information et de communication prévues aux échelons régional et national. Il s'agit notamment de programmes de télévision par satellite diffusés au niveau régional, d'activités bilatérales de collaboration avec des chaînes de télévision et de radiodiffusion nationales, d'initiatives menées en coordination avec la presse nationale et régionale, de l'organisation dynamique de manifestations et de possibilités d'échanges pour les journalistes, ainsi que d'activités axées sur la société civile et la jeunesse. Dans ce contexte, il convient aussi d'intensifier la lutte contre les contenus audiovisuels à caractère raciste.

Comme en sont convenus les ministres des affaires étrangères lors de leur dernière réunion à La Haye, l'efficacité de la communication dépend de la convergence des messages transmis par l'ensemble des partenaires. La Commission invite ces derniers à mobiliser les circuits gouvernementaux et non gouvernementaux pour y parvenir.

2. UN PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LES 5 PROCHAINES ANNEES

2.1. Faire avancer les droits de l'homme et la démocratie

Faire progresser la réforme politique en faveur des droits de l'homme et de la démocratie constitue un préalable à une sécurité et une stabilité durables. À la suite

de l'adoption, par la Commission, de sa communication de mai 2003³ consacrée aux droits de l'homme et à la démocratisation, la coopération dans ces domaines a fait l'objet d'une attention accrue. Les partenaires devraient examiner les moyens de poursuivre dans cette voie, notamment en développant des politiques qui encouragent l'égalité entre les femmes et les hommes et promeuvent les droits fondamentaux et sociaux et qui associent les partenaires sociaux et la société civile et en favorisent l'engagement et le développement. Il faut en effet résoudre un problème important, qui consiste à parvenir à une perception commune des défis de la démocratisation, en particulier le rôle des mouvements islamiques démocratiques dans la vie politique nationale. La conférence de Sanaa, qui a réuni 800 participants représentant la société civile, les pouvoirs publics et les organisations internationales du monde arabe en janvier 2004, a été constructive et bien relayée par les médias. Elle a adopté une déclaration en dix points portant notamment sur la protection des droits de l'homme, l'émancipation des femmes, le renforcement de la démocratie, le pluralisme et l'indépendance du pouvoir judiciaire. Certaines de ses conclusions pourraient donner lieu à un débat utile dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen. Plus récemment, le rapport 2004 du PNUD sur le développement humain (publié le 5 avril 2005) et intitulé «Towards Freedom in the Arab World» a analysé en profondeur les carences en matière de libertés et de bonne gouvernance, mis l'accent sur l'état des libertés et des droits tant économiques que sociaux dans les pays arabes et examiné dans quelle mesure ils sont exercés dans la pratique.

Dans le droit fil de sa communication de mai 2003, la Commission propose la tenue, en 2006, d'une conférence euro-méditerranéenne sur les droits de l'homme et la démocratisation, qui aura été préparée au niveau sous-régional. Cette conférence devrait être mise à profit pour faire converger et avancer les efforts entrepris dans la région afin d'insuffler un nouvel élan à la démocratie et au pluralisme, faire connaître au public les actions communes menées dans le cadre de la politique de voisinage, permettre des échanges de bonne pratique et encourager la participation de la société civile arabe. Les actions déployées pour promouvoir la sensibilisation et l'éducation des citoyens aux droits de l'homme feront l'objet d'un soutien aux niveaux régional et national. Cette conférence devrait avancer des idées concrètes pour l'avenir, que la politique de voisinage et les instruments de financement permettront de réaliser sur le terrain.

Pour prolonger ses activités en matière de droits de l'homme et de démocratisation, la Commission proposera une «facilité pour la démocratie», qui servira à encourager, soutenir et récompenser les pays partenaires qui montrent aussi clairement leur adhésion aux valeurs communes et aux priorités fixées en matière de réforme politique. Cette facilité relèvera de l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) et ira au-delà de l'assistance spécifique susceptible d'être mobilisée dans les plans d'actions régionaux ou nationaux. Elle devrait entrer en vigueur en 2007. Elle permettra aussi de mieux intégrer la bonne gouvernance, la promotion des droits de l'homme et des principes démocratiques, ainsi que leur respect.

³ «Donner une nouvelle impulsion aux actions menées par l'UE dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratisation, en coopération avec les partenaires méditerranéens» (COM(2003)294).

2.2. Soutenir la création d'emplois et une croissance économique durable par la libéralisation des échanges et l'intégration régionale

Le réexamen du processus de Barcelone montre que le partenariat a réalisé avec beaucoup de succès l'objectif de libéralisation des échanges de produits industriels entre l'UE et chacun des partenaires méditerranéens. Les partenaires doivent maintenant prendre les mesures nécessaires pour élargir la portée de ce noyau de zone de libre-échange, en approfondissant la libéralisation des échanges de produits agricoles et de produits de la pêche, et en ouvrant davantage les marchés à de nouveaux secteurs comme les services et l'établissement. On estime que le secteur des services et l'agriculture sont à l'origine des deux tiers de la valeur ajoutée totale. Le tableau est plus mitigé lorsqu'il s'agit de l'objectif global de créer un véritable marché régional qui stimulera l'investissement et la croissance dans le Sud et de réduire l'écart de bien-être entre l'Europe et ses voisins. Vu les taux élevés de croissance démographique dans le bassin méditerranéen, ces cinq prochaines années, les relations devront viser en priorité à insuffler un dynamisme nouveau à l'intégration du marché en vue de générer plus d'investissements, des taux de croissance plus élevés et de l'emploi. Les moyens d'y parvenir sont exposés ci-après.

a) Libéralisation du commerce des services et de l'établissement sur une base régionale et volontaire

La libéralisation du commerce des services et de l'établissement est un objectif fixé par les accords d'association conclus avec tous les partenaires méditerranéens de l'UE. Il s'agit là d'une priorité indispensable à l'établissement, dans le bassin méditerranéen, d'une véritable zone de libre-échange allant au-delà de la libre circulation des marchandises. Elle pourrait devenir un puissant levier politique pour favoriser une croissance induite par le commerce dans la région, avec des retombées pour d'autres secteurs économiques.

Les services représentent quelque 60 % du PIB des pays méditerranéens. Des études de la Banque mondiale montrent que la libéralisation des échanges de services entraîne des gains de prospérité substantiels (selon certaines estimations, jusqu'à trois fois les avantages attendus de la libéralisation du commerce de marchandises). En supposant des réformes nationales globales, la libéralisation des services contribuera aussi à l'adaptation économique intérieure et à l'élan des réformes.

L'investissement étranger destiné à la région, qui reste insuffisant, a été reconnu comme une des principales faiblesses du partenariat économique. Pour résoudre ce problème urgent, les partenaires méditerranéens devraient faciliter l'établissement dans leur région. Pour ce faire, ils ne doivent pas se limiter à améliorer la réglementation applicable à l'investissement étranger et national, dans lequel des progrès ont été accomplis, mais aussi revoir l'environnement institutionnel, afin d'éliminer les derniers goulets d'étranglement tels que, notamment, le coût des transactions, la sécurité et l'exécution des contrats ou encore la faible protection des droits de propriété intellectuelle.

En favorisant les échanges et les investissements entre l'UE et ses partenaires méditerranéens, la libéralisation du commerce des services et de l'établissement contribuera à combler le fossé économique entre les partenaires du Nord et du Sud.

Ce processus de libéralisation devrait s'accompagner d'un étroit rapprochement entre les règles du marché unique de l'UE et celles des pays partenaires.

Dans ce contexte, l'UE devrait être disposée à inviter ses partenaires méditerranéens à entrer dans une nouvelle ère d'intégration en engageant des négociations, non pas sur le modèle traditionnel («hub and spoke») appliqué depuis 1995, mais sur un modèle qui associerait l'intégration des échanges Nord-Sud à celle des échanges Sud-Sud. Le principe de participation volontaire doit être clairement inscrit et pleinement respecté. Cette nouvelle approche consisterait à ouvrir des négociations sur une base régionale avec les pays qui le souhaitent.

Cette approche est semblable à celle du protocole-cadre relatif au commerce des services adopté par les ministres du commerce à Istanbul en juillet 2004, qui servira de modèle pour les négociations à venir. Les pays participants poursuivront leurs négociations bilatérales, mais les résultats des pourparlers seront amalgamés et étendus aux autres pays sur la base du principe de non-discrimination inscrit dans la «clause régionale de la nation la plus favorisée». Cette clause garantira à tous les pays méditerranéens la meilleure offre faite par l'UE à l'un d'eux pour un secteur donné. En retour, les pays participants ouvriront leurs secteurs réciproquement ainsi qu'à l'UE.

L'UE et les pays méditerranéens devraient par conséquent décider de négocier la libéralisation et l'intégration du commerce des services et de l'établissement, conformément aux engagements pris au niveau régional et dans le cadre des plans d'action de la politique de voisinage. Ces négociations seront ouvertes à tous les partenaires méditerranéens désireux d'adhérer à un tel accord régional (à l'exception de la Turquie, vu son statut de pays candidat). La Commission présentera au Conseil une proposition de directives de négociation afin d'ouvrir les pourparlers avec les pays partenaires au second semestre de 2005. Ces derniers devraient accepter de mener à bien les négociations sur la libéralisation du commerce des services et de l'établissement à forte dimension régionale pour rendre ce processus compatible avec les objectifs d'une zone de libre-échange à l'horizon de 2010.

Ces efforts devraient viser à combiner le développement économique avec le développement social. Pour garantir le respect des droits sociaux et économiques fondamentaux, l'actuelle évaluation de l'impact de la zone de libre-échange sur le développement durable devrait fortement contribuer à cet objectif et ses recommandations guider l'action future.

b) Libéralisation des échanges et coopération dans les secteurs des produits agricoles et des produits de la pêche

Sur la base des travaux menés au cours des réunions de hauts fonctionnaires chargés du secteur de l'agriculture, il faudrait adopter **une feuille de route pour la libéralisation des échanges de produits agricoles, de produits agricoles transformés et de produits de la pêche et définir un mandat régional prévoyant un degré élevé de libéralisation, un nombre d'exceptions très restreint et un calendrier de mise en œuvre conformes aux dispositions et aux objectifs des accords d'association. Ces mesures s'accompagneraient d'un engagement à lancer un programme de coopération régionale en matière de développement rural et**

d'optimisation de la production de qualité à partir de 2007, comme le prévoient les objectifs de la politique de voisinage. En fonction des résultats attendus de la conférence euro-méditerranéenne qui se tiendra en mai à Luxembourg, la Commission soumettra pour approbation au Conseil des directives de négociation concernant la libéralisation du commerce de produits agricoles et de produits de la pêche, dans le but d'entamer les pourparlers au second semestre de 2005. **Ces négociations devraient se conclure dans un délai d'un an afin d'aligner la libéralisation des échanges de produits agricoles et de produits de la pêche sur l'objectif d'une zone de libre-échange en 2010.**

c) Convergence des législations techniques en vue de faciliter le commerce

Le rapprochement des législations techniques dans les domaines des normes et de l'évaluation de la conformité peut représenter un gisement important d'échanges commerciaux, permettre d'attirer l'investissement et, en dernière analyse, favoriser l'intégration des économies. Il s'agit de stimuler le commerce en alignant les normes et les prescriptions techniques, en réduisant les coûts dus à la duplication des essais et de la certification, et de faciliter ainsi l'accès au marché. Les travaux d'harmonisation des législations économiques ont déjà débuté, sur la base du programme de travail adopté par la conférence Euromed des ministres du commerce à Palerme (juillet 2003) et un certain nombre d'avancées notables ont été effectuées vers l'harmonisation finale et/ou la reconnaissance mutuelle de normes liées au commerce dans toute la région Euromed. Les priorités en matière de législation ont notamment été recensées, en collaboration avec chaque pays partenaire, pour déterminer les points sur lesquels les efforts d'alignement doivent porter. Il convient désormais de collaborer, dans le cadre de la politique européenne de voisinage, au rapprochement effectif et à la mise à niveau de la réglementation et des infrastructures, avec l'assistance requise. Une fois que l'alignement aura été réalisé et que des législations équivalentes auront été mises en place, des accords sur l'évaluation de la conformité et l'acceptation des produits industriels (ACAA) pourront être négociés, ce qui créera des «corridors de réglementation commerciale» propices à l'intégration et à la croissance économiques.

d) Intégration économique Sud-Sud

Le processus Euromed ne consiste pas seulement à nouer des relations commerciales préférentielles et réciproques entre l'UE et des pays méditerranéens. Il prévoit aussi un élément indispensable - le renforcement des liens commerciaux entre les pays méditerranéens eux-mêmes - seul moyen de donner sa pleine mesure à la zone de libre-échange régionale envisagée par la déclaration de Barcelone. L'expansion des relations commerciales Sud-Sud dans la région relève d'un intérêt économique vital pour les pays méditerranéens. Des études indiquent que l'ouverture des échanges entre les pays méditerranéens présente de vastes avantages économiques, aujourd'hui inexploités, en termes d'investissements étrangers potentiels. Ces avantages pourraient notamment se traduire par une diversification économique et des emplois, deux des grands défis auxquels la région est confrontée. L'intégration régionale Sud-Sud, conjuguée à des liens Nord-Sud consolidés, est indispensable pour parvenir à dynamiser et à diversifier les économies méditerranéennes. La signature, en février 2004, de l'accord de libre-échange d'Agadir entre l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie, en est l'exemple le plus récent. D'autres accords de libre-échange ont été conclus en 2004, en particulier entre la Turquie et le Maroc, entre la Turquie et la

Tunisie, entre la Turquie et l'Autorité palestinienne, chacun d'eux témoignant de la progression de l'intégration régionale méditerranéenne.

Toutefois, pour instaurer, d'ici 2010 comme convenu, une zone de libre-échange à part entière dans la région Euromed, bien d'autres accords devront être conclus, et les accords existants devront être élevés au rang de véritables accords de libre-échange. Les pays méditerranéens devraient donc se hâter de conclure entre eux de véritables accords de libre-échange afin d'atteindre l'objectif fixé, à savoir instaurer une vaste zone de libre-échange euro-méditerranéenne d'ici 2010, laquelle fait actuellement l'objet d'une évaluation de l'impact sur le développement durable.

De plus, ces accords de libre-échange permettront aussi la mise en œuvre du cumul pan-euro-méditerranéen de l'origine. En effet, ce système de cumul de l'origine présuppose l'existence de relations préférentielles entre les partenaires concernés (par définition, les règles d'origine préférentielles sont liées à des accords préférentiels). Le cumul pan-euro-méditerranéen de l'origine devrait se traduire par des avantages substantiels pour les opérateurs économiques qui, notamment, auront plus facilement accès aux préférences et à un choix plus large de sources d'approvisionnement.

S'agissant de la libéralisation du commerce des services et de l'établissement, l'approche régionale inscrite dans le principe régional de la nation la plus favorisée du protocole-cadre relatif au commerce des services garantira une forte intégration Sud-Sud.

Il faudrait adopter une feuille de route pour la création d'une zone de libre-échange à l'horizon de 2010, prévoyant notamment la libéralisation du commerce des services et de l'établissement, ainsi que des produits de l'agriculture et de la pêche, dans le prolongement des accords de libre-échange bilatéraux et régionaux existants, notamment de l'accord d'Agadir, ainsi que du protocole sur l'origine pan-euro-méditerranéenne.

e) Un environnement macroéconomique sain

Il convient de maintenir un environnement macroéconomique sain, au moyen de politiques budgétaires et monétaires adaptées et de le favoriser en adoptant des réformes structurelles visant à lever les obstacles à la croissance, à l'investissement et à la création d'emploi. Dans ce contexte, il convient de veiller tout particulièrement à mettre en place un environnement favorable aux entreprises, à améliorer la gouvernance et à redéfinir le rôle de l'État dans l'économie. Les partenaires méditerranéens sont donc encouragés à tirer pleinement parti des dialogues économiques prévus dans l'accord d'association pour consolider les progrès des politiques de stabilisation macroéconomique et de croissance, comme indiqué dans les plans d'action PEV. **Ces questions seront évoquées lors de la conférence ministérielle qui se tiendra à Rabat en juin 2005.**

f) Une banque de développement euro-méditerranéenne

Les partenaires méditerranéens ont récemment rappelé qu'il importait de créer une *banque de développement euro-méditerranéenne*. Il convient d'observer, à cet égard, que la BEI a permis des progrès notables grâce à la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP), qui accorde aujourd'hui aux partenaires

de la Méditerranée des prêts à hauteur de 2 milliards d'euros par an. Les avancées réalisées par la FEMIP dans le soutien qu'elle apporte aux activités du secteur privé devraient être évaluées. Le Conseil ECOFIN a décidé, en novembre 2003, de réexaminer le mandat de la FEMIP avant la fin de 2006. **La possibilité de créer une banque de développement euro-méditerranéenne devrait être réétudiée attentivement en tenant compte de l'expérience de la FEMIP, des examens antérieurs de ce projet et de la révision globale des mandats externes de la BEI. La Commission présentera, en 2006, une évaluation sur ce point, en consultation avec la BEI.**

g) Transport

Le fonctionnement efficace de la zone de libre-échange suppose de développer un réseau de transports euro-méditerranéen caractérisé par de bonnes interconnexions (entre l'UE et les partenaires méditerranéens, et entre ces partenaires eux-mêmes) et de partager les mêmes objectifs en matière de politique des transports. La réforme de la réglementation et l'ouverture des marchés, qui s'imposent, devraient aussi s'accompagner d'investissements notables dans les infrastructures. La FEMIP dispose de ressources importantes à cet effet. **Une réunion euro-méditerranéenne des ministres des transports, qui se tiendra en 2005 et à laquelle participera la BEI, devrait approuver un réseau régional d'infrastructures de transports, de même qu'une liste de projets prioritaires, et adopter une série de recommandations visant à stimuler la coopération euro-méditerranéenne et la réforme du secteur des transports dans les pays partenaires de la région.**

h) Énergie

La mise en place progressive d'un marché euro-méditerranéen de l'énergie est au cœur de la réalisation des objectifs de la déclaration de Barcelone et du développement économique et social global de la région. Pour développer ce marché, d'importants projets sous-régionaux sont actuellement en cours, tels que l'intégration progressive du marché de l'électricité des pays du Maghreb avec celui de l'UE, l'intégration des marchés du gaz dans la région du Mashrek, des projets relatifs à l'énergie présentant un intérêt commun pour Israël et l'Autorité palestinienne et la construction du gazoduc Medgaz et du gazoduc arabe.

Une réunion des ministres euro-méditerranéens de l'énergie devrait avoir lieu en 2006 pour faire progresser l'intégration sous-régionale des marchés et des infrastructures énergétiques.

i) Environnement et développement durable

Le dixième anniversaire du processus euro-méditerranéen intervient au bon moment pour lancer une grande initiative, ambitieuse et bénéficiant d'une grande visibilité, afin d'améliorer la qualité de vie des citoyens grâce à la dépollution de la mer Méditerranée d'ici à 2020. Il s'agit de s'attaquer aux principales sources de pollution, notamment les émissions industrielles et les déchets urbains, dont les eaux usées. Cette initiative créerait des perspectives favorables de développement touristique, contribuerait à enrayer le déclin des stocks de pêche locaux et approvisionnerait des millions de personnes en eau potable.

Il faudra un soutien politique clair et un investissement financier substantiel pour concrétiser le renforcement nécessaire des capacités et les aides au niveau local (notamment l'appui d'une gestion urbaine favorable au développement durable et la mobilisation d'acteurs locaux), le transfert des meilleures pratiques (en particulier dans le cadre de la gestion intégrée des zones côtières), ainsi que d'importants investissements dans l'infrastructure environnementale. Si l'engagement est clairement pris d'orienter l'assistance financière dans ce sens, la réalisation de ce but devrait se révéler possible.

La Commission propose de convenir d'un calendrier précis avec les partenaires méditerranéens pour l'adoption de mesures qui conduiront à une dépollution complète de la mer Méditerranée d'ici à 2020. Ce calendrier devrait être adopté en 2006.

2.3. Contribuer à un meilleur enseignement pour tous

a) Enseignement et formation professionnelle

Les rapports sur le développement humain dans les pays arabes insistent sur la nécessité d'améliorer nettement l'enseignement. Cette question a été récemment mise en lumière lors du forum organisé en amont de la future réunion ministérielle, le 11 décembre 2004 à Rabat. Elle constituera aussi l'ordre du jour de la conférence préparatoire à la réunion des ministres de l'éducation, qui devrait se tenir en Jordanie au mois de mai 2005.

La Commission reconnaît l'importance cruciale du développement des ressources humaines pour l'essor économique et social des pays méditerranéens. Elle a alloué à cet effet 704 millions d'euros à des programmes de soutien en faveur de l'enseignement et de la formation professionnelle, dont bénéficient actuellement les pays méditerranéens partenaires dans le cadre du programme MEDA 2000-2006.

Pour garantir que ces pays puissent participer à la société de la connaissance et en tirer le plus grand profit, un accord devrait se dégager en vue d'accroître les ressources consacrées aux programmes d'enseignement et de formation professionnelle relevant d'un principe partenariat et mettant l'accent sur la promotion et l'appui des réformes sur mesure dont ces pays ont besoin. Ainsi, le pourcentage des financements de l'UE affectés à ces secteurs pourrait s'élever sensiblement. **La Commission propose d'engager un dialogue avec les pays partenaires et les États membres pour intensifier notablement la coopération bilatérale dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnelle. Le but serait de majorer de 50 % au moins la part de la coopération financière consacrée à l'enseignement à partir de 2007, parallèlement à des efforts redoublés de la part des gouvernements nationaux pour investir dans ce secteur.**

L'ampleur de ces défis exige non seulement une augmentation des ressources octroyées par l'UE, mais aussi un renforcement et une amélioration de la coordination et de la participation d'autres bailleurs de fonds, tels que la BEI, la Banque mondiale et le PNUD. Par ailleurs, il faut absolument que les partenaires méditerranéens eux-mêmes prennent l'engagement de consacrer un pourcentage substantiel des dépenses nationales à l'éducation et à l'éradication de l'illettrisme, et d'adopter des mesures pour améliorer l'efficacité de ces dépenses.

Le principe qui guide la stratégie de l'UE est celui de l'appropriation par le gouvernement partenaire et la nécessité de prévoir une politique équilibrée assurant la viabilité des réformes à long terme. La Commission continuera à promouvoir le principe d'égalité, qui suppose de s'adresser particulièrement aux groupes défavorisés et aux populations locales: analphabètes, filles poursuivant des études, et populations des zones urbaines et des banlieues. La Commission soutiendra aussi les efforts de modernisation des systèmes et l'extension de l'accès aux technologies de l'information et de la communication. Ce dernier point devrait, entre autres, être abordé par la réunion ministérielle euro-méditerranéenne sur la société de l'information, prévue au mois d'avril en Irlande.

Le partenariat devrait se fixer pour but d'améliorer la qualité, la validité et la cohérence de l'enseignement et de la formation professionnelle par rapport aux besoins socio-économiques de la région, et d'augmenter le taux d'accès et de poursuite des études, en particulier pour les populations menacées d'exclusion. **Conformément aux objectifs de développement du millénaire et par une combinaison des aides destinées à différentes politiques, l'UE et les pays partenaires devraient s'attacher à atteindre trois objectifs fondamentaux d'ici à 2015: éradication de l'illettrisme dans la région, scolarisation de tous les enfants dans l'enseignement primaire et élimination des inégalités entre les filles et les garçons à tous les niveaux du système éducatif, ce qui exige un effort particulier pour assurer la participation des femmes à l'enseignement à tous les échelons.**

b) Mobilité dans l'enseignement supérieur

Depuis 2002, le partenariat euro-méditerranéen a adopté un certain nombre d'initiatives relatives à la mobilité et aux contacts universitaires pour permettre une meilleure compréhension et une meilleure connaissance mutuelles dès le plus jeune âge. Lors de la conférence ministérielle de Valence en 2002, la Commission a proposé d'étendre le programme Tempus aux partenaires méditerranéens et d'intensifier la coopération dans le cadre du programme euro-méditerranéen pour la jeunesse. Cette proposition a, par la suite, été approuvée par le Conseil. Ces activités complètent l'appui apporté à des réformes générales. Dans le cadre de la politique de voisinage, les partenaires ont accepté d'organiser des échanges socioculturels et éducatifs. Ces activités complètent l'appui apporté à des réformes générales. **En 2006, la Commission entend renforcer les programmes de mobilité actuels en lançant un programme important de bourses universitaires cofinancé par elle et les pays hôtes à l'intérieur de la région euro-méditerranéenne.** Ce programme de bourses universitaires sera mis en œuvre dans le cadre des instruments existants, c'est-à-dire en créant un volet particulier dans le programme Erasmus Mundus (2004-2008) ou en renforçant la mobilité des étudiants à l'intérieur du programme Tempus. **Un pourcentage déterminé de ce programme sera réservé aux femmes.** La Commission proposera aussi que les partenaires envisagent d'offrir aux jeunes approchant du terme de leurs études la chance de passer une année d'enseignement complète ou de suivre un cours d'été dans un établissement d'un autre pays partenaire. Il convient de continuer à promouvoir le dialogue interculturel entre les jeunes par des échanges, le service volontaire et d'autres activités éducatives informelles.

Pour faciliter les échanges personnels entre l'UE et les pays partenaires, nous devrions collaborer à la mise en place d'un régime de reconnaissance des

qualifications, tant pour l'enseignement que pour la formation professionnelle. À cette fin, les pays partenaires devraient examiner la possibilité d'une qualification universitaire générale dans toute la région, qui serait reconnue dans l'UE et à l'échelle internationale.

Compte tenu des priorités et des objectifs de la politique de voisinage, les partenaires méditerranéens ont intérêt à dispenser des connaissances approfondies sur l'intégration européenne. Ils devraient donc accepter d'encourager la poursuite d'études européennes dans leurs universités.

2.4. Justice, sécurité et liberté, notamment les migrations et l'insertion sociale

Il convient d'intensifier la coopération pour concevoir des actions communes relevant du domaine de la justice, de la liberté et de la sécurité dans la région méditerranéenne. Lutter ensemble contre les menaces qui pèsent sur la sécurité - criminalité organisée, trafics et terrorisme - et insuffler une nouvelle dynamique au mode de gouvernement et au développement de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit permettront de rapprocher les partenaires méditerranéens de l'UE.

L'adoption, à la réunion de Valence, du document-cadre régional et la mise en œuvre ultérieure du programme «justice, liberté et sécurité» régional ont représenté un réel pas en avant, qui a aussi encouragé la coopération au niveau bilatéral.

Il faudrait désormais concrétiser de nouveaux programmes et actions qui visent à favoriser la réforme des systèmes judiciaires et leur coopération, la lutte contre la criminalité organisée, les stupéfiants et le terrorisme, et qui garantissent une approche commune de la gestion des flux migratoires.

La Commission estime que les accords d'association et les plans d'action de la politique de voisinage jouent un rôle particulièrement important, notamment grâce au dialogue institutionnel qui a lieu au sein du sous-comité «justice et sécurité» et du groupe de travail «migrations et affaires sociales».

Le jumelage entre administrations de l'UE et des partenaires méditerranéens se révèle tout à fait précieux dans ce domaine spécifique et devrait être encore encouragé. Des projets pilotes peuvent être soutenus dans le cadre des plans d'action de la politique de voisinage et du nouvel instrument européen de voisinage et de partenariat.

Le dossier des migrations et de l'insertion sociale des migrants est hautement sensible. Près de 5 millions de citoyens originaires des pays méditerranéens partenaires - pour l'essentiel du Maroc, de l'Algérie et de la Turquie - résident aujourd'hui légalement dans l'UE⁴. La situation démographique de l'UE est telle, toutefois, que de nouveaux migrants doivent venir renforcer la main-d'œuvre⁵. Plutôt

⁴ Des données du rapport annuel (2001) sur l'asile et les migrations peuvent être consultées en ligne à l'adresse : http://europa.eu.int/comm/justice_home/doc_centre/asylum/statistical/doc_annual_report_2001_en.htm Ces chiffres se rapportent uniquement aux personnes ayant la nationalité d'un pays tiers et non aux anciens ressortissants de pays tiers méditerranéens qui ont été naturalisés et bénéficient de la nationalité du pays d'accueil.

⁵ Livre Vert sur une approche communautaire de la gestion des migrations économiques – COM (2004) 811 final

que de se concentrer sur la réduction des pressions migratoires, les partenaires devraient adopter une démarche plus stratégique dans le but d'optimiser les avantages des migrations pour l'ensemble des partenaires. Cette démarche consisterait notamment à intensifier la coopération pour prévenir des tragédies humaines, dans la Méditerranée, lors de tentatives d'entrée clandestine sur le territoire de l'UE. La prévention de nouvelles pertes de vies humaines doit être une priorité clairement établie dans le cadre du partenariat.

Les accords d'association et les plans d'action de la politique de voisinage contribueront à encourager la gestion conjointe de la circulation des personnes (notamment la facilitation des visas) et de l'intégration des migrants. Certains accords d'association ont facilité les progrès vers l'égalité de traitement des travailleurs migrants. Il convient de persévérer dans cette voie pour favoriser l'intégration dans le pays d'accueil, notamment en intensifiant la lutte contre la discrimination et l'exclusion sociale. Le nouvel instrument IEVP peut servir à promouvoir une approche globale, notamment une coopération transfrontalière entre les pays partenaires, de même qu'entre eux et leurs voisins, et les possibilités de créer un centre Euromed d'études des migrations pourraient être explorées. Tous les aspects devraient être pris en compte, notamment les demandes formulées par les pays arabes partenaires, qui souhaitent un débat sur de la lutte contre le racisme et la xénophobie, ainsi qu'une étude du marché du travail dans l'UE et les pays partenaires.

Après une préparation attentive au niveau des hauts fonctionnaires, les ministres euro-méditerranéens des affaires sociales, de la justice et des affaires intérieures devraient se réunir, en 2007 au plus tard, pour se mettre d'accord sur une série d'actions destinées à favoriser la coopération dans ces domaines. Il convient de garder à l'esprit le rôle des collectivités locales et de la société civile dans le traitement de ces questions.

2.5. Terrorisme

Depuis 1995, les menaces qui pèsent sur la sécurité du partenariat se sont sérieusement aggravées. Elles ne sont aussi manifestes dans aucun autre domaine que la lutte contre le terrorisme. Des progrès ont été accomplis pour renforcer la coopération entre les polices, les pouvoirs judiciaires et d'autres autorités, progrès qui se prolongeront encore au cours de la deuxième phase du programme régional. Il n'en reste pas moins encore beaucoup à faire pour susciter la confiance nécessaire à une intensification des échanges d'informations sur les dangers potentiels que représentent certaines organisations et certains individus. La coopération bilatérale d'État à État s'est révélée insuffisante pour s'attaquer à la menace terroriste mondiale. Depuis 2001, de graves attentats terroristes ont frappé des pays euro-méditerranéens, mais le dialogue régional sur les moyens d'y remédier s'est souvent enlisé, faute d'accord sur les définitions.

Les partenaires devraient décider de suivre parallèlement la piste d'une coopération pratique plus soutenue pour combattre le terrorisme, dans le plein respect des droits de l'homme, et celle du dialogue politique sur ses causes profondes. **La Commission propose par ailleurs que les partenaires euro-méditerranéens engagent un débat sur un code de conduite en matière de lutte contre le terrorisme, notamment ses aspects financiers, comme l'ont suggéré certains pays arabes partenaires, pour parvenir à un accord avant la fin de 2007.**

La coopération devrait être renforcée au niveau bilatéral et le chapitre consacré à ce domaine dans les plans d'action de la politique européenne de voisinage pleinement mis en œuvre. Une approche géographique élargie englobant les pays de la région sub-saharienne dans une perspective de coopération est tout aussi importante. Des initiatives comme celle de la création d'un centre régional de lutte contre le terrorisme à Alger sont par conséquent les bienvenues.

2.6. Armes de destruction massive et PESD

L'UE collabore avec les partenaires méditerranéens à la réalisation des objectifs inscrits dans la **déclaration** de Barcelone, qui visent à parvenir à une région exempte de toute arme de destruction massive et à faire en sorte que tous les pays du bassin méditerranéen respectent et mettent pleinement en œuvre leurs obligations internationales dans ce domaine. Ces objectifs figurent dans l'accord d'association avec la Syrie, qui a été paraphé, et dans les plans d'action de la politique de voisinage.

La Commission salue l'initiative prise par le Secrétaire général/Haut Représentant d'organiser sur ce thème un atelier qui se tiendra en 2005. Les partenaires devraient se mettre d'accord pour garantir une coopération efficace pour la mise en œuvre de leurs engagements, notamment en ce qui concerne les contrôles des exportations, du transit et de la destination finale, ainsi que les procédures d'exécution. La Commission est disposée à examiner l'éventualité d'une assistance technique appropriée dans ce domaine.

La coopération instaurée dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) devrait être développée, sur un plan régional, sous-régional ou bilatéral, en vue de mieux faire prendre conscience des possibilités de collaboration à des activités de prévention des conflits et de gestion des crises. Le prochain séminaire, prévu en juin à Athènes, en offrira l'occasion.

2.7. Processus de paix au Moyen-Orient

L'examen des réalisations accomplies démontre que la poursuite des conflits entrave la progression du partenariat. C'est particulièrement le cas du processus de paix au Moyen-Orient. Le document⁶ publié par les pays arabes partenaires met spécifiquement l'accent sur ce point. La récente rencontre entre le Premier ministre israélien et le président de l'Autorité palestinienne laisse toutefois entrevoir des signes encourageants. Le processus de Barcelone peut contribuer à favoriser des avancées, même si ce n'est pas l'enceinte adoptée pour convenir d'un règlement. Les partenaires devraient en appeler au quartet pour qu'il redouble d'efforts et faciliter la mise en œuvre des objectifs de la feuille de route en vue de la création d'un État palestinien démocratique vivant en paix et en sécurité avec Israël, en considérant ces objectifs comme le cadre d'orientation du processus de paix pour le volet israélo-palestinien. Le partenariat euro-méditerranéen devrait continuer à soutenir la coopération entre les parties, notamment dans les secteurs industriel et économique, pour compléter le processus politique. Dans le contexte d'un règlement, il devrait fournir les instruments nécessaires à l'Europe pour maintenir la paix, une fois que

⁶ Les pays arabes partenaires du processus de Barcelone ont publié, le 31 janvier, un document intitulé «Elements of the Arab contribution to the evaluation and enhancement of the Barcelona Process».

celle-ci sera concrétisée par une charte pour la paix et la stabilité, ainsi que l'intégration la plus étroite possible de l'ensemble des partenaires dans l'espace européen, par l'intermédiaire de la politique de voisinage.

2.8. Contribution au règlement d'autres conflits

L'UE devrait en outre démontrer sa volonté de contribuer au règlement d'autres conflits dans la région, notamment celui du Sahara occidental, ce qui supprimerait un obstacle de taille à l'évolution du processus d'intégration au sein de l'Union du Maghreb arabe. L'appui que l'UE accorde à l'intégration régionale dans le Maghreb joue déjà, à cet égard, un rôle important.

2.9. Société civile

Dans ce contexte, le soutien des programmes régionaux actuels et de la Fondation Anna Lindh pourrait permettre de créer des réseaux virtuels d'universités dans la région euro-méditerranéenne. La Fondation devrait servir à promouvoir la contribution de la société civile à ce processus, à combattre les idées reçues et l'hostilité dues à l'ignorance et à favoriser un véritable partenariat entre les peuples. Suivant l'idée déjà évoquée par la déclaration de Barcelone, il faudrait concevoir une stratégie régionale «contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance» dans le cadre des instruments du partenariat, y compris la Fondation Anna Lindh.

S'agissant du rôle de la société civile et des partenaires sociaux, il faudrait s'entendre sur des mécanismes qui permettent de lui accorder une place plus grande dans le partenariat. Ces mécanismes pourraient consister à encourager la participation de groupes de la société civile, aux niveaux régional et national, à des consultations générales ou sectorielles, afin de leur donner l'occasion de s'exprimer plus largement et plus efficacement sur toutes les questions couvertes par le partenariat. Pour ce qui est de la mise en œuvre des accords d'association et de la politique européenne de voisinage, l'idée pourrait être arrêtée de tenir régulièrement des réunions préparatoires avec les organisations de la société civile avant, mais aussi après, chaque réunion du sous-comité chargé des droits de l'homme et de la démocratisation.

L'égalité des chances entre les femmes et les hommes est une question transversale qui a une incidence sur le développement humain et économique.

Il serait bon d'organiser une conférence euro-méditerranéenne des représentants des gouvernements et de la société civile afin de sensibiliser les parties intéressées à l'importance de cette question et d'adopter des mesures pratiques pour remédier à la situation. Cette conférence devrait avoir lieu en 2006 et proposer des idées concrètes pour l'avenir, dont les résultats devraient être transposés sur le terrain par la politique de voisinage et son instrument de financement.

2005 coïncide aussi avec le dixième anniversaire de la déclaration et de la plateforme d'action de Pékin relatives aux droits des femmes, et les deux réunions Euromed devraient traduire par des messages forts l'importance que le processus de Barcelone attache à l'émancipation des femmes. **La Commission soutient pleinement les efforts entrepris par l'Arab International Women's Forum (forum international des femmes arabes) pour progresser dans ce domaine, et propose de mettre en**

place, dans toute la région, un réseau de femmes qui occupent des positions de premier plan dans le monde de l'entreprise, des arts, de la politique et de la société civile.

3. CHRONOLOGIE DES PRINCIPALES INITIATIVES

La Commission recommande que les initiatives suivantes soient approuvées, pour l'avenir du partenariat, lors des réunions ministérielles de 2005 à Luxembourg et à Barcelone:

- | | |
|------|--|
| 2005 | <ul style="list-style-type: none">– Les partenaires Euromed devraient lancer des négociations régionales, sur une base volontaire, sur la libéralisation des services et de l'établissement. À cet effet, la Commission présentera des directives de négociation pour approbation au Conseil.– Les partenaires euro-méditerranéens devraient convenir d'une feuille de route pour la libéralisation du commerce de produits agricoles, notamment des produits agricoles transformés, et des produits de la pêche. La Commission présentera des directives de négociation pour approbation au Conseil, afin d'ouvrir les pourparlers avec les pays partenaires.– Le protocole sur l'origine pan-euro-méditerranéenne sera progressivement mis en oeuvre dans toute la zone Euromed à partir de 2005.– Un atelier sur les armes de destruction massive sera organisé en 2005.– Une réunion des ministres euro-méditerranéens des transports devrait se tenir avant la fin de l'année, avec la participation de la BEI, pour approuver un réseau régional d'infrastructures de transports interconnecté au réseau de transport transeuropéen et s'accorder sur les priorités de la coopération euro-méditerranéenne dans le secteur des transports pour les prochaines années.– Une conférence ministérielle sur les affaires économiques et financières se tiendra à Rabat. |
| 2006 | <ul style="list-style-type: none">– Une conférence euro-méditerranéenne sur les droits de l'homme et la démocratisation, qui aura été préparée au niveau sous-régional, sera tenue.– Les travaux de rapprochement de la législation technique, des normes et des procédures de certification devraient s'intensifier au point d'ouvrir la voie à des négociations sur des accords d'évaluation de la conformité (ACAA).– Une conférence euro-méditerranéenne sur l'égalité des femmes et des hommes, à laquelle participeront des représentants des gouvernements, de la société civile et des partenaires sociaux devrait avoir lieu et s'attacher à comparer les meilleures pratiques dans la région pour mettre en valeur le rôle des femmes dans la société et leur contribution au développement humain.– Un calendrier assorti de mesures concrètes visant à dépolluer complètement la mer Méditerranée d'ici à 2020 devrait être adopté.– En tenant compte de l'expérience de la FEMIP et des consultations qui se tiendront |

après des pays partenaires, la Commission évaluera avant la fin de l'année la possibilité de créer une banque euro-méditerranéenne de développement

- La Commission lancera un programme de bourses d'études universitaires, soit dans le cadre du programme Erasmus Mundus en vigueur, soit en renforçant les activités liées à la mobilité à l'intérieur du programme Tempus.
- Une réunion des ministres euro-méditerranéens de l'énergie devrait avoir lieu pour faire progresser l'intégration sous-régionale des marchés et des infrastructures énergétiques.

2007 – Les partenaires euro-méditerranéens devraient se mettre d'accord, avant la fin de l'année, sur un code de conduite en matière de lutte contre le terrorisme.

- Une conférence euro-méditerranéenne des ministres de la justice et des affaires intérieures, à laquelle participeront les autorités locales, devrait se tenir pour débattre de la gestion des flux migratoires et de l'insertion sociale.
- Un programme régional de développement rural et d'optimisation de la production de qualité devrait être défini en vue de sa mise en œuvre.
- Après consultation des pays partenaires, le pourcentage consacré à la coopération bilatérale dans le secteur de l'éducation devrait être majoré de 50 % dans les programmes indicatifs nationaux et régionaux.
- La facilité pour la démocratie entrera en vigueur.

2010 – L'ensemble des accords de libre-échange Sud-Sud devraient être conclus et mis en œuvre avant la fin de l'année, notamment pour les services, l'établissement et l'agriculture.

- Achèvement des marchés euro-méditerranéens de l'électricité et du gaz, ainsi que de l'interconnexion des infrastructures.

Annex

REVIEW OF THE BARCELONA PROCESS

Ten years on is an appropriate time to take stock objectively of the progress made in the achievement of the ambitious goals of the Barcelona Declaration, to draw up a balance sheet of what has worked and what has not, and to consider what lessons can be drawn for the future of the relationship.

The Barcelona Declaration set out medium and long-term goals to be achieved: peace and stability in the whole Euro-Mediterranean region based on respect for common fundamental values; the promotion of the prosperity of all the partners through the establishment of free trade and economic integration both North-South and South-South, accompanied by substantial financial and other assistance from the EU to the Mediterranean partners to achieve the transformations this implies; and the development of closer inter-cultural relations to improve mutual understanding and overcome divisions based on differing cultures, religions or ethnicities.

Euro-Mediterranean Senior Officials have conducted a review of the ten years of the Barcelona Process based on input from a number of sources. The EuroMeSCo and FEMISE networks of policy institutes have carried out their own assessments. The Civil Forum Platform has also presented ideas which were further developed at the Civil Forum in Luxembourg on 1-3 April. The Euro-Mediterranean Economic Transition conference on 11-12 April will cover a wide range of economic issues related to the Barcelona Process and the Neighbourhood Policy. Arab partners have circulated a paper with their views which has provided a very useful contribution to the exercise and reinforced the sense of joint ownership.

The review is an ongoing process which will be enriched by further contributions, but the Commission would already make the following points.

At the institutional level of the Partnership substantial progress has been made. All the Association Agreements have been negotiated and most are in force. The Councils and Committees meet regularly and a series of technical sub-committees ensures practical implementation. This structure also provides the solid basis for the implementation of the European Neighbourhood Policy, which will concentrate on developing the bilateral aspects of relations between the EU and the partners. Multilaterally, Ministers, senior officials and experts meet regularly both at the general coordinating level (Foreign Ministries) and in a wide range of sectors, and agree on the main areas of their cooperation. The process has also been a catalyst to encourage coordination among the partners themselves. Compared to 1995, Euro-Mediterranean relations now have a solid framework where only an intermittent pattern of contacts existed before. European administrations attach more importance to the Mediterranean than before and administrations in all Mediterranean partners have significantly increased their awareness of the process of European integration and its importance to them, even if

the degree of awareness still varies; and contacts among the administrations of the Mediterranean partners themselves have also increased.

Some progress has been made in asserting joint ownership of the process, for example through co-chairmanship of sectoral Ministerial meetings, closer consultations on the outcome of Ministerial meetings and the joint development of the Neighbourhood Policy; but the lack of cohesiveness among the Mediterranean partners has forced the EU to play a coordination role at the multilateral level.

POLITICAL AND SECURITY PARTNERSHIP

Political and security cooperation has grown although the pace has been slower than hoped for. A number of partnership building measures are in place (i.e. the Malta Diplomatic Seminars, co-operation in Civil Protection and Disaster Management and the EUROMESCO network of foreign policy institutes) or in prospect, and a more flexible approach (bilateral or sub-regional) appears promising, although it remains to be seen whether this will facilitate cooperation on counter-terrorism or non-proliferation of WMD, where progress has so far been particularly slow. South-South political cooperation has developed mainly at the sub-regional level.

The partnership has not had any direct effect on the major unresolved conflicts in the region (Arab-Israel, Western Sahara, Cyprus); on the contrary, the persistence of these conflicts has had a negative effect on the process.

Reforms in political and administrative structures have materialised in only a few of the partners and democratic convergence has fallen short of expectations. A debate has begun in many partner countries on the challenges of democratisation, including the role of democratic political Islam, but so far this has been an indirect rather than a direct result of the partnership. There has been some progress – as well as setbacks - in respect for human rights which is now directly tackled by the partnership, but much remains to be done. While overall press freedom has tended to improve, the legal and regulatory framework for the practice of activities by civil society has not generally improved. The fight against terrorism in the wake of September 11th has led to restrictions on civil liberties.

Overall, the Barcelona process can not be said to have resulted in a significant advance in democratisation but it has led to the creation of a structure of systematic co-operation and confidence building measures. Of particular relevance was the Commission Communication on Reinvigorating EU action on Human Rights and Democracy with Mediterranean Partners. Implementation of the Communication started immediately after its approval by the Commission and the Council issued supportive conclusions. At the end of 2003, institutional or informal Human Rights dialogues started with several Partners, and, in the context of the European Neighbourhood Policy, action plans are being developed with those countries which have already ratified the Association Agreements. The National and Regional Indicative Programmes 2005-2006 in every country provide support for the objectives of strengthening Human Rights, civil society, democracy and the rule of law, as well as, in some cases, judicial cooperation, including improvements to the penal system and awareness raising on Human Rights issues.

In 2003, the European Initiative for Democracy and Human Rights (EIDHR) strategy in the region was revised with a view to strengthening the capacity of civil society on a regional basis. The EIDHR multi-annual programming was up-dated to attach a particular priority on the regional level to the creation or consolidation of regional networks of non-governmental operators. An indicative budget of € 2 million was allocated to this priority. As regards electoral observation under the EIDHR the EU carried out electoral observation in West-Bank/Gaza in January 2005. New subcommittees on Human Rights under the Association Agreements are being set up with a number of Mediterranean Partners. Financial support will be given from MEDA in 2006 for countries implementing measures in this field.

In 2004, a regional workshop on children's rights discussed possibilities of cooperation on questions of family law. Another Euro-Mediterranean workshop is envisaged on the subject of racism and xenophobia.

A new format for developing dialogue and co-operation on European Security and Defence Policy was successfully confirmed at the ad hoc meeting in November 2004 in Brussels. Efforts are ongoing to deepen this dialogue in the framework of the Barcelona Process, as agreed at the Valencia Ministerial Conference in 2002. These efforts focus on means to raise the visibility of this dialogue, establishing contact points on a voluntary basis and exploring the possibility for cooperation with Mediterranean partners in concrete activities on conflict prevention and crisis management.

Partnership Building Measures, i.e., the Malta Diplomatic Seminars, co-operation in Civil Protection and Disaster Management and the EUROMESCO network of foreign policy institutes, are important features of the cooperation in the first chapter of the Barcelona Process, highly appreciated by Euro-Mediterranean partners.

In May 2004, at the Euro-Mediterranean Conference held in Dublin, Ministers agreed that cooperation to fight terrorism should be intensified both at regional level and bilaterally. In the latter context, Ministers mandated the Justice and Security subcommittees existing or currently being established under the Association Agreements to take forward such joint activities at expert level with the aim of improving and assisting the development of counter-terrorism standards and capabilities. The fight against terrorism is also pursued in the framework of the Action Plans under the European Neighbourhood Policy. An informal Ad Hoc Senior Officials and experts' meeting on Terrorism in April 2004 concentrated on an exchange of views on the possibility of engaging in operational joint activities.

The Euro-Mediterranean Parliamentary Assembly was established in 2004 and it held its second meeting in March 2005. The Assembly has become one of the three institutions (together with the Foundation for the Dialogue between cultures and the FEMIP) created in the framework of the Euro-Mediterranean Partnership. The Assembly is to be welcomed both as a contribution to democracy and as evidence of the successful implementation of the policy of joint ownership.

ECONOMIC PARTNERSHIP

Although any analysis would have to be nuanced, in general it is clear that more progress has been on the economic and commercial objectives of the Barcelona Declaration than on those related to political reforms or to social questions.

Free Trade

One of the major goals of the Barcelona Process is to create a Euro-Mediterranean Free Trade Area by 2010. The Association Agreements constitute the core of the economic pillar of the Barcelona Process. The network of bilateral Euromed Association Agreements necessary for this endeavour is now almost complete (with the exception of Syria which is not yet signed and Algeria which is being ratified).

Today, outstanding results have been achieved in the trade area. These relate mostly to market opening in the field of trade in goods.

The liberalisation of trade in goods is now a reality in the Mediterranean region, even if it is true that the situation varies a lot from one Med country to another, due to the various dates of entry force of the Association Agreements

All industrial goods originating in Med countries enjoy duty free access to the EU market. Reciprocally, Med countries are progressively dismantling their tariffs on imports of EU industrial goods over a period of 12 years. A tariff-free free trade zone with the earliest signatories will thus be completed in a few years time, while for others the full completion of tariff dismantling will be achieved on a longer term.

It is however too early to assess the overall impact of tariff dismantling under the Association Agreements on the level of trade protection in the Mediterranean region, all the more so than insufficient progress has been made in the liberalisation of trade in services and in agricultural products.

Besides tariff dismantling, important progress has also been achieved through the elimination of quantitative restrictions, removals of non-tariff barriers, and greater transparency and predictability in the implementation of trade policy measures in the Mediterranean countries.

The objective of widening up preferential trading patterns prompted the adoption, by Euromed Trade Ministers, of a new Protocol on rules of origin at the conference of Palermo (July 2003). The pan-Euro-Med system of cumulation of origin, as it is called, will allow economic operators to cumulate processing made in different countries of the region and thus obtain more easily a preferential treatment. This diagonal system involves several advantages compared to the previous rules (relaxed rules of origin, enlarged sourcing possibilities, improved market access, increased incentive for investments).

Progress was also achieved in the field of trade facilitation, a priority issue in the Euromed area. In particular, work was carried out to identify the main obstacles to smooth trading patterns which led to the adoption of a set of recommendations aiming at simplifying and modernising cross-border and customs procedures in the Mediterranean region.

The adoption (at the Euromed Trade Ministerial Conference of Istanbul of July 2004) of the Framework Protocol on services liberalisation was another stepping stone of the Euromed process in the trade area. This paves the way to the negotiation of economic integration agreements on services and investments, which will contribute to integrate the region economically

The convergence of economic legislation (in particular in the field of technical regulations and standards) is another key element to the establishment of a Euromed Free Trade Area. Important steps towards eventual harmonisation and/or mutual recognition of trade-related standards across the Euromed region have been achieved at technical level. The progressive approximation of the legislation will eventually allow for the free circulation of industrial products within a wide Euromed integrated market.

In the South-South trade dimension, the most significant development was the signing in February 2004 of the Agadir Free Trade Agreement between Egypt, Jordan, Morocco and Tunisia. Other FTAs have been concluded in 2004, notably between Turkey and Morocco, Turkey and Tunisia, Turkey and Palestinian Authority, which witnesses to the progress in regional integration in the Mediterranean region.

Trade in Services

The adoption by trade ministers of the Framework Protocol on services liberalisation is a precursor to the negotiation of economic integration agreements on services and investments, which will contribute to integrate the region economically. Regional work on approximation of economic, and in particular, technical legislation and standards is being carried out and legislative priorities for alignment have been established for each partner. Once the alignment effort is accomplished and equivalent legislation set in place, Agreements on Conformity Assessment and Acceptance of industrial products will be negotiated wherever possible, thus establishing regulatory 'trade corridors' for the benefit of economic integration and growth.

Agriculture and fisheries

In the agricultural field in the past ten-year period the results of the liberalisation of agricultural trade has led to mitigated results. The traditional approach by product and based on traditional trade led to very limited liberalisation on both sides with less than 50% of agricultural trade effectively liberalised. The scope of trade liberalisation in terms of tariff headings is even more limited (39% on average on the side of the EU and 4% on average on the side of our Mediterranean partners). For processed agricultural products the Association Agreements envisage the elimination tariffs for the industrial component, but, in general terms, the agricultural element has not been affected by the tariff dismantling.

To arrive at an ambitious free trade area in agriculture a new strategy should be envisaged making it possible to make substantial progress as regards the reciprocal liberalisation of agricultural trade, coupled with supporting measures beyond the purely trade aspects.

The degree and the scope of the liberalisation for fish and fishery products vary from one association Agreement to another. For example, some of these agreements provide, on a reciprocal basis, for a full liberalisation on the European side for fish and

fishery products, whereas in other agreements, provisions on fish and fishery products are still to be negotiated. Therefore, the current liberalisation for fishery products could be enhanced. Already several of our Mediterranean partners have expressed willingness to discuss fish and fishery products in the framework of the new strategy for a greater liberalisation between the EU and the Mediterranean countries.

Economic and human development

Trade liberalisation is not an objective in itself however. The overall objective of the economic pillar of the Barcelona Process and the Association Agreements is to improve competitiveness in the Mediterranean partners' economies, achieve higher economic growth rates and enable the gradual convergence of living standards with those in the EU.

Human development indicators are showing progress over the past ten years. Health conditions have broadly improved in the region, with significant improvements for child health and the overall life expectancy. Most countries made progress in access to water and sanitation. Mediterranean Partners appear to be on track in meeting the first Millennium Development Goal of "Eradicating poverty and improving lives". Mediterranean countries' population growth rates are declining towards a more sustainable level. Authorities have started to tackle gender disparities, as evidenced by slowly rising women's labour market participation and school enrolment rates.

Foreign and domestic private investment - indirect indicators of success - remain relatively low in the partners. The most important indicator, income per capita, shows further divergence between the EU and the partners, as economic growth rates in the latter remain rather low, notably because of high population growth rates. This is a cause for serious concern. It puts at risk the promise of sufficient employment creation to absorb a rapidly growing labour force and improve living standards in general.

Economic reforms

The Mediterranean countries have managed to achieve and to maintain a relatively high level of macroeconomic stability. Partner countries have registered a remarkable reduction in inflation over the past decade, whereby the average inflation rate has fallen from around 12% in 1995 to around 3% in 2003-2004. Also fiscal accounts were consolidated successfully up to the end of the 1990s, but in recent years this process stalled somewhat.

The Barcelona Process and the Association Agreements have certainly contributed to at-the-border reforms, i.e. external trade liberalisation in the Mediterranean Partners. However, many indicators show that beyond-the-border domestic institutional reforms have been slow in most of their economies. High transaction costs, the difficulties related to contract security and enforcement, market rigidities with regard the purchase of real estate, weaknesses in the financial sector and labour markets, an overburdening regulatory framework and a lack of transparency and efficiency in the public sector have all contributed to stifle economic activities.

This slow pace of reforms may explain why the overall economic performance was rather unsatisfactory and did not keep pace with the trade liberalisation agenda. Despite an increase in income per capita (in PPP terms) in the period 1995-2004, there are no clear signs of the closing of the prosperity gap. Mediterranean income per

capita remained at around 18.5% of EU income per capita. Although the regional GDP growth rate in the period 1995 – 2004 compares favourably with the EU's growth performance, fast population increases did not allow for a catching-up in per capita income levels.

The adoption of comparable methodological standards and the availability of trustworthy and timely statistics appear as a prerequisite for an effective and correct assessment of the monetary and socio-economic situation and future prospects. In this respect, the measures taken by the European Commission, already in 1996, to provide technical support to Mediterranean National Statistical Systems through the regional programme MEDSTAT, which now enters a second phase, are especially relevant. By doing this, the EC and Mediterranean partners acknowledged statistics as the foundation for economic analysis and policy-making.

The new European Neighbourhood Policy is meant to help the partners to overcome this institutional reform deficit. In the economic domain, it offers the prospect of participation in the EU Internal Market. This not only entails a considerable institutional reform agenda; it also provides an institutional anchor for these reforms.

Environment and sustainable development

Each of the bilateral Association Agreements agreed under the EMP includes an article on environmental cooperation. However as the Environment Subcommittees are only now being established, the real implementation of these agreements in terms of actual political and legal cooperation with these countries in the area of the environment has been limited thus far.

According to studies by METAP⁷, the annual costs of environmental degradation amounts to 3 to 6 percent of the GDP of most southern and eastern Mediterranean countries, indicating the economic imperative of addressing this problem. However, in general, environmental considerations have received inadequate financing and insufficient political support in most countries in the region. As a result, citizens in most countries have continued to see a degradation of their environment, with a resulting decline in their quality of life and in their resource base for economic activities such as fishing and farming.

On the bilateral front, the EC has financed some environmental projects (notably in the water sector) through national MEDA programmes, while the EIB has been active with low-interest loans for environmental infrastructure projects under FEMIP. In addition, the LIFE-Third Countries programme has managed to fund specific actions concerning technical assistance activities for promoting sustainable development in the Mediterranean.

In 1997, regional environment cooperation was recognised as an important component of the EMP with the creation of the Short and Medium-Term Environmental Action Programme (SMAP), which has already provided financing of some €40 million from the MEDA budget for regional environmental projects. SMAP

⁷ METAP is a partnership between Commission, the EIB, the World Bank and the UNDP which aims at coordination of the environmental activities of these partners in the Mediterranean, see <http://www.metap.org/>.

III phase will include €15 million for such projects. The accompanying SMAP correspondents' network has also provided a regional forum for discussion on environmental policy issues.

Activities under SMAP have been complemented by regional environmental cooperation under the Barcelona Convention, to which the EC, seven EU Mediterranean countries and all of the non-EU EMP partners (except the Palestinian Authority) are party. Although a need has been identified for a closer synergy between EMP and Convention activities, this synergy has not yet been realised in practice. In particular, implementation of the Mediterranean Strategy for Sustainable Development, which is presently being finalized under the Barcelona Convention, must be properly articulated with the EMP process.

The Foreign Affairs Ministerial meetings of the Partnership and the Environment Ministers meeting in Athens in 2002 have provided a great deal of political guidance calling for greater efforts to be made under the EMP for the sustainable development of the partner countries including better development of environmental policies and infrastructure, and the integration of environmental concerns into the major policies pursued under the EMP. While the SIA of the EMFTA attempts to ensure the achievement of some of these goals in the trade policies under the EMP, there is a need for a greater vigour in pursuing these objectives under the Partnership and its financing in the years to come. Both bilateral and regional components of environmental cooperation need to be reinforced, including through the Action Plans under the ENP and in cooperation with all other organisations and donors active in the area.

Industrial and Business Cooperation

Industrial co-operation has been a major component in implementing the economic chapter of the Barcelona process and, in particular, in accompanying trade liberalisation measures. Action at regional level is promoted through the implementation of a series of co operation programmes funded by MEDA in the fields of investment promotion, quality promotion or awareness-raising on the mechanisms of the Single Market. Business co-operation events have also put together hundreds of SMEs in various sectors. Innovation is an issue that will be covered in the near future. The feedback from Mediterranean partners on these activities is in general very positive. These regional initiatives complement the considerable resources devoted to industrial modernisation under bilateral programmes.

Since 2003 industrial co-operation has been putting more emphasis on policy-making aspects. To improve further market access and facilitate the free movement of industrial products, the EU and the Mediterranean partners have agreed to work together on regulatory harmonisation. An action plan to prepare for the negotiations of Agreements on Conformity Assessment and Acceptance of industrial products (ACAAs) was adopted and its implementation is underway.

As for the promotion of enterprise competitiveness, the Med partners have committed to implementing the Euro-Mediterranean Charter for Enterprise, 10 line of actions for effective action towards private sector development. The signature of the Charter in Caserta (Italy) in October 2004 by Industry Ministers was *per se* an historical event, as for the first time since the launch of the Barcelona process all Mediterranean partners

signed the same document. This commitment helped put the improvement of the business environment firmly on their political agenda. The setting up of a strategic dialogue on the future of textile and clothing, an industry that is facing a serious competitiveness challenge with the end of the quotas, is a first illustration of closer collaboration between partners.

The conclusion of ACAAs will be a first step in the participation of Mediterranean partners in the Internal Market for industrial products, one of the objectives of the European Neighbourhood Policy. Progress in preparing for the conclusions of these agreements can be rapid and reachable within the timeframe set in Barcelona. However, this will require significant input from the EU in terms of administrative and technical assistance to help the countries implement the EC legislation and adapt their quality infrastructure.

Several concrete outputs can be expected from the implementation of the Euro-Mediterranean Charter for Enterprise. Firstly, the Charter implementation should be of substantial help to promote micro-economic reforms and improve conditions for doing business and stimulating investment – both domestic and foreign, as was the case in candidate countries and in the countries of the Western Balkans. Success here will mainly depend on the political will displayed by Mediterranean partners to implement the Charter principles. Benchmarking activities and the exchange of practices should lead to concrete improvements in areas such as administrative simplification, the access to finance for SMEs or the promotion of entrepreneurship via the education system. Secondly, the Euro-Mediterranean dialogue on textile and clothing should help foster complementary industrial strategies, based on the possibilities offered by the pan-Euro-Mediterranean protocol on rules of origin to diversify sourcing. Thirdly, the Charter implementation should also help better co-ordinate and reinforce the impact of financial co-operation to private sector development, be it delivered at regional, sub-regional or bilateral level.

Transport

Cooperation in the transport field has made considerable progress over the last years. The Euro-Mediterranean Transport Forum - which was launched in 1999 – and its working groups (Maritime Transport, Satellite Navigation, Aviation, Network and Infrastructure) have met regularly, allowing for fruitful exchange of experience and concrete discussion on the guidelines of new regional projects. In its Communication on the Development of a Euro-Mediterranean Transport Network adopted in June 2003, the European Commission calls for the realisation of such a network and reviews the conditions and actions to be taken in this respect. As regards projects, the Euromed Transport Project has been launched in 2002 and has produced an exhaustive Diagnostic study on transport situation in the Mediterranean region. The Euromed Transport Project will also produce a proposal for a regional transport infrastructure network, in liaison with the High Level Group on the interconnection of the Trans-European Transport Network with Neighbouring Regions. A new regional project on Satellite Navigation for the benefit of the Mediterranean region has been launched at the end of 2004, together with the opening of Galileo Euromed Co-operation Office in Cairo. Other projects will be starting soon such as the SAFEMED project on maritime safety and security, or are under preparation (aviation, follow-up to the High Level Group in the interconnection of the TEN-T with Neighbouring Regions).

Energy

The steps taken over the past years in the field of energy have been instrumental in further integrating the energy markets in the Euro-Mediterranean region. Two Ministerial Conferences of the Euro-Mediterranean Energy Forum took place in Athens in May 2003 and in Rome in December 2003. In their conclusions, the foundations for a Euro-Mediterranean energy policy were defined, based essentially upon security of supply and infrastructure interconnections, as well as specific priority actions of common interest.

Consequently, sub regional energy markets projects of common interest were identified and supported by technical assistance of the European Union. Three priority areas were targeted to be further developed: the integration of the Maghreb electricity market via the progressive convergence of the legislative framework and national policies and its further integration in the EU electricity market; the progressive establishment of a Mashreq gas market that will connect into the EU market via Turkey and promotion of energy projects of common interest between Israel and Palestine. As far as networks interconnections are concerned, those sub regional energy cooperation initiatives will facilitate the completion of the Euro Mediterranean Electricity and natural gas rings.

In addition, a “Euro Mediterranean Energy Platform” (REMEP) hosted by Italy was created. Its objectives are to facilitate and monitor the implementation of the Euro Mediterranean energy policy and specific actions of common interest.

Information Society Cooperation

For more than ten years, the European Commission is cooperating with the Mediterranean Partners in the field of the Information Society, in particular in electronic communications networks and services. After the implementation of bilateral technical assistance projects under the MEDA Programme for Morocco, several other projects are currently carried out on the reform of the postal, telecommunications and Information Society sectors in Algeria, on the support for the modernisation and restructuring of the telecommunications sector in Syria, on the establishment of a regulatory authority in Lebanon and on the support for the Telecommunications Regulatory Commission in Jordan.

At regional level, a new MEDA project on “New Approaches to Telecommunications Policy (NATP II) will be launched in 2005, which focuses on the introduction of comprehensive regulatory frameworks taking into account the principles of the EU framework. Within the regional MEDA project EUMEDIS, 21 pilot projects are covering the thematic sectors e-Business, Health, Tourism and Culture, Innovation and Education ; the Eumedconnect project provides networking between universities and other research institutions in the region.

The Euro-Mediterranean Conference on the Information Society will take place in Ireland on 10/11 April 2005. The main objective of the event is to initiate a political dialogue on Information Society policy, in addition to the well established regulatory and technical co-operation. This political dialogue should promote the adoption of competitive regulatory frameworks in the Mediterranean partner countries; the World

Summit on the Information Society (WSIS) in Tunis offers a unique opportunity to mobilise the political attention towards this issues.

As regards the media, in particular the audiovisual sector given its reaching to all sectors of society, they constitute an essential tool for the implementation of the objectives outlined in this communication. Their pedagogical potential framed within an appropriate regulatory framework provides a remarkable tool to foster awareness of, and respect for, the values and cultures of the others, both at a north-south as well as at a south-south level. Moreover, they have a non-negligible potential as source of sustainable and autochthonous economic development.

The Euro-Mediterranean partnership will see to improving the conditions for the development of independent media respectful of the basic principles informing the rule of law. It will encourage the exchange of information and expertise regarding audiovisual regulation, in particular concerning the setting up and functioning of appropriate regulatory bodies. As a first step to this effect, a dedicated conference to discuss the current state, needs and future activities to be envisaged for these sectors, will be convened on the margins of the Extraordinary Conference at the end of November 2005. Cooperation in the Information Society and Media fields funded by the MEDA programme will be reinforced by the European Neighbourhood Policy (ENP), under which joint Action Plans were adopted covering also the Information Society and Media sectors. They will start to be implemented in 2005 in cooperation with Morocco, Jordan and Tunisia via the relevant Sub-committees in the framework of the Association Agreements.

HUMAN, CULTURAL AND SOCIAL PARTNERSHIP

Education

Education has been a priority sector in the Euro-Mediterranean Partnership since the Barcelona declaration with the countries of the region. The MEDA regulation states that economic growth needs to be accompanied by increased social cohesion and stresses the need to support equitable access to quality social services, in particular to education, and also to ensure strategic interventions for the development of human resources. Between 1995 and 2005 MEDA finances nine major education programmes. Total investment in this sector amounts to €379.5 million.

Approximately 52% of the education funds are intended for basic education, 8% for secondary education and 40% for higher education, including the Tempus programme.

It must be stressed that the role of Community aid is not only to support the efforts of the countries in the region by financial contributions, but also by sharing the experience of the European Union in the sector. The aim of Community support is to encourage a balanced educational pyramid which takes the needs and interactions between the various levels of education into account. While adhering to these principles, Community actions should be reinforced to support the efforts of the countries of the region in meeting four major challenges for the future: guarantee access to education, improve quality, increase the participation of the stakeholders and complete integration into the new knowledge / information society.

Vocational Training

With regard to vocational training, and in accordance with the spirit of partnership of European cooperation, the cooperation of the EU in particular supported, through the MEDA programme, the reorientation of Partner country Vocational Training supply towards the real needs of economic demand.

In recent years, MEDA countries have witnessed important changes to their labour market, in particular: the entry, each year on this market of a considerable number of young people; an increase in the participation of women; the reduction in absorption capacity by the public services of the young graduates; the appearance of new forms of employment; the development of the informal sector; the increase in independent work; and, finally, the flight of a certain elite towards developed countries.

In this context, since 1995, the Commission has financed 15 projects for an overall amount of 327 million €. The aim of these programmes is to develop systemic and integrated supports for the development of human resources and contribute to the improvement and efficiency of vocational training/employment systems. This, in turn, will enable and support the reform of national systems of Vocational Training in the countries of the region (and even to concentrate, in certain cases, the effort on the specific needs of certain economic sectors). At present, between 10% and 20% of the working age population in partner countries benefit from vocational training. The partners, having a high number of pupils undergoing vocational training, record a lower rate of unemployment than the others.

Culture

In the framework of the Barcelona Third Chapter of the Barcelona Declaration a series of programmes have been launched to promote “...dialogue between cultures and exchanges at human, scientific and technological level”.

Two programmes can be mentioned:

Euro-Med Heritage: This programme is already in its third phase. The total amount is of €57.2 million and more than 30 networks have been created concerning both material and non material cultural heritage cover many different areas like conservation of traditional Mediterranean architecture, archaeology, music, museums etc.

The general objective of this programme is to support the development and enhancement of the Euro-Mediterranean cultural heritage, thus providing for better mutual understanding. The specific objectives are 1) Fostering awareness and knowledge of cultural heritage, 2) Developing human resources in the cultural heritage field, 3) Enhancing cultural heritage including global management of heritage and institutional support.

Euro med Audiovisual: This programme started in 2000, and the budget is now entering in its second phase with a total amount of €35 million. The general objective of this programme is the development of the audiovisual sector (radio, television, and cinema) in the Mediterranean Partners and fostering the emergence of a Euro-Mediterranean cultural identity through audiovisual heritage of the region. The specific objectives are: 1) developing cooperation among audiovisual operators in the

region, 2) supporting training in the audiovisual field, 3) enhancing audiovisual heritage relating to the Euro-Mediterranean region, 4) fostering the dissemination of TV and cinema productions throughout the region.

This regional programme covers areas like the circulation of films between the two shores of the Mediterranean, the preservation of the South Mediterranean's audio-visual heritage, the training of professionals, and the production of cartoons and documentaries. In broader terms, the Programme has enabled audio-visual professionals from the 35 countries to get closer together within the Euro-Mediterranean Partnership, and so to lay the first milestones on the way to a common audio-visual area.

The Anna Lindh Euro-Mediterranean Foundation for Dialogue between Cultures

A very important achievement of the intercultural dialogue in the framework of Barcelona has been the creation of "The Anna Lindh Euro-Mediterranean Foundation for Dialogue between Cultures" with headquarters in Alexandria Library in tandem with the Swedish Institute in Alexandria (Egypt).

The Foundation has the objective to promote the dialogue between cultures and contribute to the visibility of the Barcelona Process through intellectual, cultural and civil society exchanges. Particular importance is given to the development of human resources, while youth is the main target group.

The Foundation acts as a Network of 35 national networks established by the Euro-Mediterranean partners giving the civil societies of the region an important role to play in its development.

Another important aspect of the Foundation concerns the financing. For the first time in the framework of the Barcelona regional actions, all the Euro-Mediterranean partners have announced commitments (the European Commission is providing funding of €5 million from MEDA) with a total figure superior of over €11million.

Justice and Home Affairs Cooperation

JHA questions constitute a key element in the framework of Euro-Mediterranean relations, both at a regional and bilateral level.

Since its inception, the EMP has witnessed a progressive inclusion of JHA related matters in its working agendas up to the adoption in Valencia, in 2002, of the framework document "in the field of justice, in the fight against drugs, organised crime and terrorism as well as cooperation in the treatment of questions concerning the social integration of immigrants, migration and the movement of people"

In effect, we have contributed to a form of shared awareness among European and Mediterranean partners of the necessity of working together on these matters that have increasingly international connotations.

The Barcelona Declaration of 1995 already identified good governance and the rule of law as one of the objectives of the EMP, underlined the necessity of forging closer relations between administrations, of facilitating legal reforms and of the exchange of best practises. Participants committed to the establishment of a common space of

peace and security with a view to the development of democracy and democratic institutions, to ensure the respect of human rights and fundamental freedoms and to cooperate in the fights against terrorism, the spread of organised crime and drug trafficking. The Declaration also created a base for the partnership to deal with social, cultural and human affairs, aiming at the reduction of migratory pressures and illegal migration, as well as the protection of the rights of migrants legally resident in the EU. A reference was also made to the fight against international crime and corruption.

The succeeding Ministerial conferences further underlined these hopes. The adoption of the above-mentioned document was their formal endorsement. It should also be mentioned that this document acted as a base for the development of bilateral cooperation in these sectors.

At the bilateral level the association agreements have gradually widened the scope by including more Justice Freedom and Security provisions (i.e. Algeria). In the ENP justice, security and freedom are priority sectors and all the action plans contain significant sections covering legal systems, corruption, asylum, migration, the movement of peoples, readmission, border controls, the fight against organised crime including human trafficking, drugs, money laundering, financial and economic crimes as well as policing and legal cooperation. The implementation of the action plans will be supported by MEDA and by the appropriate budgetary instruments, and from 2007 by a new European Neighbourhood Instrument (ENPI), centred particularly on cross-border and trans-national cooperation.

The framework of institutional dialogue including the sub-committees on justice and security and the working groups on migration and social affairs, is the privileged instrument for the implementation of the provisions of the association agreements and, from their entry into force, of the action plans.

Civil Society Cooperation

The Barcelona Declaration, adopted in November 1995, considers co-operation between civil societies as an essential element of Euro-Mediterranean relations. This represents a fundamental political evolution, as it enables a direct relationship between the representatives of civil societies.

The main instruments for civil society have been the Euro-Mediterranean Civil Forums which have permitted to articulate and consolidate the co-operation of civil society in the Euro-Mediterranean area and strengthen the Euromed networks. In total 9 civil Forums have taken place: Barcelona (1995), Malta (1997), Naples (1997), Stuttgart (1999), Brussels (2001), Valencia (2002), Chania (2003), Naples (2003) and Luxembourg (2005). Within these Forums, civil society organizations have been able to ensure continuity and coherence in their activities and thus increase -step by step- the effectiveness of their influence on the Partnership

An important recent development has been the creation of the “Euro-Mediterranean non-governmental Platform” with a view to promote the active participation of the civil societies of the region both at regional and national levels and at sector and multilateral levels as well.

A foreseeable future is the strengthening of the role of civil society activity in the partnership (not only as part of the IIIrd chapter of Barcelona) and that all sectors of

the partnership (from human rights to gender issues, from gender to sustainable development from culture to trade relations) should be covered by civil society as important inputs to all instances of the Barcelona process.

Concerning the Economic and Social Councils (ESC) the Barcelona Declaration invited them to take the initiative in establishing links with its Mediterranean counterparts in order to contribute to a better understanding of the major issues relevant to the Euro-Mediterranean Partnership. Since then, 9 summits of Euro-Med Economic and Social Councils have taken place (the last one -9th Summit- was held in Valencia (Spain) in November 2004.

The issues discussed in the framework of the ESC summits are very wide: Agriculture, Migration, Industrial and technological cooperation and relocation, poverty, etc. all of them with an extremely important impact in the framework of the Euro-Med Partnership. In this connection the ESC have underlined the need to develop networks of non-State actors who, along with promoting dialogue and mutual understanding, can carry out joint activities and research

Youth Exchanges

The Barcelona Declaration set the foundations for the Euro-Mediterranean Youth Programme by recommending that “youth exchanges should be the means to prepare future generations for a closer cooperation between the Euro-Mediterranean partners”.

In 1998, the European Commission adopted the 1st phase of the Euro-Mediterranean Youth Action Programme promoting mobility and non-formal educational activities for young people (youth exchanges, voluntary service and support measures). At present, after the conclusion of EuroMed Youth II, the Commission is working at the design of a new decentralised management for Euro-Med Youth III.

Since its start, the programme has proved to be a success (see evaluations on the Youth Website http://europa.eu.int/comm/youth/program/evaluation_en.html) and it involves now 35 partner countries (25 EU member states together with Algeria, Egypt, Israel, Jordan, Lebanon, Morocco, Palestine Territories, Syria, Tunisia and Turkey.). It has enabled more than 20.000 young people across the Mediterranean to participate in youth exchanges, voluntary service and other non-formal learning activities.

The beneficiaries of the programme are young people aged 15 to 25. The programme is also directed to those responsible for youth associations, youth trainers and leaders, and those in charge of youth work at local or national level.

The general aims of the programme are to improve mutual knowledge, understanding and dialogue between youth in the Mediterranean partner countries and in the EU, to stimulate young people's active citizenship, in particular by young women, within their local communities' and youth NGOs' contributions to their country's public life.

The thematic priorities within this programme are active participation of civil society, strengthening of citizenship, place of women in society, fight against racism and xenophobia, minority rights, heritage and environmental protection.

Employment and social issues

All Euro-Mediterranean Association Agreements contain a title on employment and social issues envisaging dialogue and co-operation on matters of common concern. The main forums for addressing these issues have been the Social Affairs Working Groups which have been set up under a number of Association Agreements. Discussion in this framework concentrated mainly on living and working conditions of migrant workers, gender equality, employment policy and the fight against poverty and social exclusion.

Improving the living and working conditions of migrant workers from partner countries and ensuring their smooth social integration is an issue of significant mutual concern. Gradual but persistent progress has been made over the last ten years as concerns for example legislation at EU level banning discrimination on the grounds of religion or racial and ethnic origin both in employment and occupation and also more generally. According to case law of the European Court of Justice, provisions in the Association Agreements on equal treatment in terms of working conditions on the grounds of nationality are directly applicable. Moreover, the situation and specific problems of migrant workers have systematically been addressed in the framework of the European Employment Strategy and the fight against social inclusion. Financial support for facilitating the integration of migrant workers and their families is provided by the European Social Fund, the EQUAL Community Initiative and action programmes on non-discrimination and combating social exclusion.

Gender equality and improving the situation of women in economic, social and political life has been a priority issue in the context of the Barcelona process. Continuous exchanges have taken place within the framework of the Social Affairs Working Group Meetings. A high-level conference on the equality dimension between men and women in the Euro-Mediterranean Partnership was organised under the Belgian Presidency in July 2001. This was complemented by a series of bilateral high-level meetings and visits of the Commissioner for Employment and Social Affairs to several countries to discuss gender issues.

Coordination of social security

Several Euro-Mediterranean Association Agreements contain provisions concerning working conditions and Social Security. The provisions on the principle of the equal treatment have proved to be very useful, in particular following the interpretation made by the Court of Justice. As regards Social Security, the Court of Justice has established that the principle of the equal treatment is directly applicable.

The provisions on equal treatment are based on the following principles:

- Equal treatment with Member States workers in which they are occupied for all the branches of Social Security covered by Regulation 1408/71.
- The calculation of the total periods of insurance, of employment or of residence in the Member States for the same Social Security branches except for the unemployment benefits, the benefits of industrial accident and of occupational disease and the death grants.
- The export of the family allowances inside the Community.
- The Export to the country of origin of pensions, survival, industrial accident or occupational disease and disability.

Science and Technology

Scientific and technological research cooperation has been significantly developed over the last decade. The objective of this cooperation applies to the creation of a Euro-Mediterranean Research and Innovation Area as the main driving component of the opening of the European Research Area towards the Mediterranean region. In order to achieve this, a permanent Science and Technology and innovation dialogue between the Member States and the Mediterranean Partner Countries has been initiated since 1995, in the frame of the Barcelona S&T Committee (MoCo) and its Ad-hoc groups, which identified regional scientific priorities of mutual interest, ways and means of cooperation, and surveyed the implementation of the agreed action plans and annual work programmes for Research and Technological Development and innovation. Since the creation of INCO-MED in 1998 (under the 5th Framework programme) more than 110M € have been invested by the Community to support innovative joint Research and Technological Development research with Mediterranean Partner Countries as well as some activities for structural reinforcement of Scientific and Technological policies and Research and Technological Development institutions in the region. The sectors where these activities are engaged apply to natural resources and the wider water related sector, health, cultural heritage and a number of advanced technologies (biotechnologies, information and communication technologies, renewable energy, materials and production technologies).

Moreover, under the ongoing 6th Research and Technological Development Framework programme, the EU initiated specific activities to integrate scientific communities of the Mediterranean Partner Countries into the European Research Area, exploit scientific results in order to generate innovation, and develop human resources and research capacities. This effort will be further amplified in the 7th Research and Technological Development Framework programme where all the thematic priorities for collaborative research will develop specific activities targeting Mediterranean needs, international mobility schemes will further promote scientific exchanges with the Mediterranean Partner Countries and international cooperation policy, including the Scientific and Technological agreements, will be defined through dialogue with the Partner Countries at the regional level.

FINANCIAL COOPERATION- THE MEDA PROGRAMME

Under the MEDA programme a comprehensive array of programmes has been developed covering all aspects of the partnership. It concerns principally bilateral programme, but also regional programmes are important. Through the MEDA I and MEDA II programmes, grant support is now over €800 million per year. Loans from the European Investment Bank are around €2 billion per year. The effectiveness of these aid programmes depends mainly on government ownership and willingness to drive the reform process.

The MEDA Programme, created in 1995, is the main financial instrument of the Barcelona Declaration. It supports the realisation of the objectives set by the Barcelona Declaration through providing support for economic transition, a better socio-economic balance and regional integration.

The MEDA I Programme was effectively launched in 1996. It covered an initial period of 5 years (1995-99) and accounted for €3.43 billion of the €4.42 billion of budgetary resources allocated for financial co-operation between the EU and its Mediterranean partners. MEDA II covers the period 2000-2006 and amounts €5.35 billion.

In May 2000 the European Commission announced a radical overhaul of its assistance programming, the reunification of the project cycle, the dismantling of the existing eighty Technical Assistance Offices (TAOs), the creation of the EuropeAid Co-operation Office and the devolution of project/programme management tasks and responsibilities to Delegations.

In recent years very substantial progress has been made on speeding up project and programme implementation. These results have gone hand in hand with improved ownership by the Partners, a deepened Partnership, and better follow-up, owing to devolution. Decision-making is now mainly in the hands of actors on the ground. Improvement of the Partnership in quantitative and qualitative terms goes hand in hand with more efficient programmes to the extent that the extra work put in by our Partners, at the level of Ministries and other administrations involved, makes for an increase in the projects' impact.

The average amount for projects within the MEDA Programme is around €10 million, with an average duration of 4 to 5 years. The current MEDA portfolio of on-going projects amounts to €2.7 billion. This should be seen in connection to a total amount of €700 to 800 million of annual commitments. Thus the current portfolio is equivalent to about 4 years of annual commitments. This corresponds to the average duration of a MEDA project. MEDA is therefore now a fast disbursing programme. Since 2002, the programme has registered the best performance in terms of speed and disbursements. In 2004, the ratio of payments to commitments reached 115%.

One of the reasons for this good performance is that sector reform programmes in support of economic and social reforms have become the pillar of financial co-operation under MEDA. MEDA funding is granted in support of national development strategies that are consistent with the objectives of the Community's development policy and underpins structural reforms intended to ensure the viability of policies on growth and equality.

As technical assistance continues to make genuine contributions to the development process in the Mediterranean partner countries, it remains a key instrument for making institutional development happen.

Interest subsidies and risk capital operations also constitute important instruments for MEDA co-operation and they provide a relevant complement to reimbursable facilities of the grant aid package. The two instruments complement each other by providing a diversified approach and addressing different sectors and beneficiaries. Furthermore, both sets of instruments constitute the background for capacity building and TA activities.

Apart from MEDA, the Commission manages a number of separate budget lines, some of which have been initiated at the request of the European Parliament and have been given a legal basis through different Council Regulations. It concerns Population

Policies and Programmes, Human Rights and Democracy, Women and Development, NGOs, Rehabilitation and Drugs, AIDS, reproductive health, food aid and environment. The administrative responsibility for these budget lines rests with the responsible Directorate General concerned. All MEDA countries are in principle eligible to support under these budget lines.

* * *

	MEDA I														
	1995-1999		% P/E	2000		2001		2002		2003		2004		2000-2004	
	E	P		E	P	E	P	E	P	E	P	E	P	E	P
Bilateral Cooperation															
Algeria	164,0	30,2	18	30,2	0,4	60	5,5	50,0	11,0	41,6	15,8	51,0	42,0	232,8	74,7
West Bank and Gaza	111,0	54	49	96,7	31,2	---	62,2	100,0	80,6	81,1	60,3	72,5	93,3	350,3	327,6
Egypt	686,0	157,1	23	12,7	64,4	---	62,5	78,0	25,7	103,8	56,9	159,0	150,6	353,5	360,1
Jordan	254,0	108,4	43	15	84,5	20	10,9	92,0	49,7	42,4	46,9	35,0	50,6	204,4	242,6
Lebanon	182,0	1,2	1	---	30,7	---	2,0	12,0	5,7	43,7	24,1	18,0	40,9	73,7	103,4
Morocco	656,0	127,6	19	140,6	39,9	120	41,1	122,0	101,9	142,7	102,4	151,8	157,7	677,1	443,0
Syria	99,0	0,0	0	38	0,3	8	1,9	36,0	8,5	0,7	10,1	53,0	18,2	135,7	39,0
Tunisia	428,0	168,0	39	75,7	15,9	90	69,0	92,2	89,5	48,7	69,3	22,0	74,0	328,6	317,7
Total bilateral	2.580,0	646,5	25	408,9	267,3	298	255,1	582,2	372,6	504,7	385,8	562,3	627,3	2.356,1	1.908,1
Regional Cooperation	480,0	228,8	48	159,8	48	305,3	62,7	29,4	81,4	110,0	111,9	135,3	173,8	739,8	477,8
TOTAL	3.060	875	29	568,7	315,3	603,3	317,8	611,6	454,0	614,7	497,7	697,6	801,1	3.096	2.386
Ratio P/E					55%		53%		74%		81%		115%		

